

(Plus tard)

EFFET SUR LA VENTE D'OXYDE D'URANIUM À
L'ALLEMAGNE DE L'OUEST

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Haidasz (Trinity): L'établissement de la commission royale de l'énergie annule-t-il le marché du gouvernement canadien qui vise la vente d'oxyde d'uranium à l'Allemagne de l'Ouest?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): La création de la Commission royale n'annule rien.

CHAMBRE DES COMMUNES

NOMINATION DU PRÉSIDENT DES COMITÉS
PLÉNIERS

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): propose:

Que M. Arza Clair Casselman, député de la circonscription électorale de Grenville-Dundas, soit nommé président suppléant des comités pléniers.

M. Benidickson: Le sait-il maintenant?

M. Gauthier (Porineuf): Accepte-t-il à présent?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN COMITÉ SPÉCIAL
DES CRÉDITS DE LA DÉFENSE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Colin Cameron (Nanaïmo): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Le ministre peut-il nous dire quand il présentera une motion en vue d'établir le comité spécial qui examinera les crédits de la défense, comité dont il était un si habile champion avant la dissolution du Parlement?

L'hon. G. R. Pearkes (ministre de la Défense nationale): Le Gouvernement sera très heureux d'annoncer sa ligne de conduite à cet égard quand le bon moment sera venu.

LA SOCIÉTÉ AIR-CANADA

KAPUSKASING—DEMANDE DE RENSEIGNEMENT
SUR L'ABANDON DU SERVICE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. A. Habel (Cochrane): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Le ministre a-t-il approuvé la demande présentée par la Société Air-Canada en vue d'obtenir la permission d'abandonner le service de Kapuskasing, et considère-t-il comme normal que la société aérienne nationale du Canada abandonne un service de cette nature uniquement parce qu'il peut n'être pas rentable?

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, la demande de suspension de ce service a été soumise à la Commission des transports aériens qui en fait l'étude à l'heure actuelle.

L'hon. George C. Marler (St-Antoine-Westmount): Pourrais-je poser une autre question au ministre? La demande présentée par Air-Canada avait-elle reçu au préalable l'approbation du ministre?

L'hon. M. Hees: L'ancien ministre sait qu'une demande de cette nature ne nécessite pas l'approbation préalable du ministre.

ASSURANCE-SANTÉ

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS À PROPOS D'UNE
OMISSION DANS LE DISCOURS DU TRÔNE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. En temps ordinaire, c'est au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Monteith) que je m'adresserais mais, comme ma question se rattache au discours du trône, le premier ministre conviendra, je crois, que c'est à lui que je dois la poser.

Puisque, dans le discours du trône, il n'est pas du tout question d'assurance-hospitalisation, est-ce à dire que le gouvernement a renoncé à ce projet qui avait été si bien accueilli partout au Canada?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Ma réponse sera un peu plus brève que les réponses volumineuses que l'ancien ministre de la Santé nationale et du Bien-être social avait l'habitude de nous servir. Je réponds simplement: "non".

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Puis-je poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à ce même sujet? Le ministre peut-il dire à la Chambre si des accords sont intervenus entre certaines des provinces et le gouvernement fédéral sous le régime de la loi sur l'assurance-hospitalisation et, s'il en est ainsi, quelles provinces en ont signé?

L'hon. J. W. Monteith (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, six provinces ont fait savoir qu'elles allaient adhérer au programme national d'assurance-santé. Ce sont la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, l'Ontario, l'Île du Prince-Édouard et Terre-Neuve.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Certaines de ces provinces ont-elles signé des accords? Le gouvernement s'est-il efforcé de les amener à en signer?